

# Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

## ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

### ➔ La Ville de Dunkerque, elle, soutient les étudiants

Personne ne peut nier l'évidence, Dunkerque est une ville jeune. Avec près de 30 % de sa population âgée de moins de 25 ans, la Ville de Dunkerque bénéficie d'une richesse qu'elle s'efforce de protéger et d'accompagner. Une politique jeunesse dynamique et volontariste qu'elle développe entre autres auprès des quelques 4300 étudiants dunkerquois.

Le développement de la vie étudiante est un des objectifs majeurs de la Ville de Dunkerque qui, dès la création de l'Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO) en 1992 a souhaité répondre au défi de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur. Car on aurait tort de croire que la vie étudiante se limite à des soirées festives... Non, tout n'est pas rose pour beaucoup d'étudiants : jobs précaires pour financer leurs études, difficultés pour trouver un logement, pour se nourrir, pour s'habiller, etc.

Comment alors financer son quotidien et ses projets lorsque l'on est étudiant ? Une question qui revient sur toutes les lèvres à chaque rentrée et à laquelle la Ville de Dunkerque a souhaité apporter une réponse par la mise en place le Revenu Minimum Étudiant (RME), histoire de mettre un peu de beurre dans les épinards !

Le RME, c'est près de 560 attributions pour un montant global de 266200 € pour l'année universitaire 2008-2009. Créé en 1995, il s'agit alors d'une mesure innovante et inédite. La Ville de Dunkerque figure en effet parmi les vingt premières villes en France à mettre en place ce dispositif. Une aide financière qui au fil des années confirme sa pertinence et sa justification tant les conditions de vie des étudiants semblent de plus en plus précaires.

Le RME est accordé aux étudiants dunkerquois qui justifient de deux années de résidence principale à Dunkerque à la date du 1<sup>er</sup> septembre de l'année de la demande, qui sont inscrits dans un établissement d'études supérieures ou dans un cycle d'études spécifiques, et dont les ressources ne dépassent pas les barèmes d'attributions. Le dispositif financier peut alors se présenter sous deux formes. La première, l'allocation forfaitaire, est versée en une seule fois sur le compte en banque de l'étudiant (entre 350 et 550€ pour l'année). La seconde, l'allocation différentielle, est versée chaque mois (entre 340 et 3700€ pour l'année).

L'univers étudiant n'est pas homogène, et si une minorité vit confortablement cette étape de vie, beaucoup peinent à s'en sortir. La précarité accrue des études, associée à la faiblesse des bourses universitaires, à l'indécence des prix de l'immobilier étudiant, à l'abandon des universités par le gouvernement, ainsi que la difficulté de plus en plus importante à concilier étude et travail, contraignent les étudiants à des conditions de vie de plus en plus difficiles. Une souffrance que la Ville de Dunkerque a souhaité soulager, alors que l'ambiance gouvernementale est plutôt à l'aggraver !

Faciliter le développement de la vie étudiante et en favoriser les conditions est depuis de nombreuses années une priorité pour l'équipe municipale, à l'heure où l'université attire de plus en plus d'étudiants et où la situation économique du pays justifie que l'on investisse plus que jamais dans l'avenir.

## ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

### ➔ De Dunkerque à Gravelines, l'amiante et l'Europe



En hommage aux victimes de l'amiante et pour que justice soit faite, les marches silencieuses ont repris autour du palais de Justice de Dunkerque. Une manifestation nationale, avec le renfort de l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante, se tiendra le 20 juin à 14 h à Dunkerque. Marcel Lefèvre, adjoint au maire de Dunkerque, vous invite à rejoindre cette marche et à soutenir l'action des associations :

- pour le procès pénal de l'amiante ;
- pour abandonner toute réforme visant à supprimer le juge d'instruction, garant d'une justice libre et égalitaire ;
- pour faire bloc face à l'indifférence méprisante des autorités de l'État ;
- pour qu'enfin soient jugés nos empoisonneurs.

L'heure est toujours à réclamer justice, et les moyens pour ce faire restent insuffisants, voire même menacés dans leur indépendance.

Les députés verts européens bataillent aussi dans le cadre de la directive REACH et condamnent les dernières dérogations qui ont été octroyées pour l'usage de ce produit mortifère. Nous ne pouvons pas tolérer cette action irresponsable de la Commission européenne qui ne fait que nourrir l'avidité des entreprises dévouées au culte du profit. Pour les Verts, REACH doit imposer une évidence : de Dunkerque à Gravelines, l'industrie ne peut produire à n'importe quel prix et, sous couvert de performance économique, sacrifier la santé humaine et l'environnement.

La directive REACH se construit au Parlement européen. Le 7 juin, nous irons voter.

Nous contacter : [www.verts-nord-littoral.ouvaton.org/](http://www.verts-nord-littoral.ouvaton.org/)  
27 rue du Maréchal Foch 59140 Dunkerque. Tél. 03 28 26 59 78.

## ÉLUS COMMUNISTES

### ➔ Le 7 juin on vote ! Pas d'abstention



Le 7 juin, les Européens voteront pour élire leurs députés au Parlement européen. Là même ou 80 % des lois votées sont appliquées en France.

Des lois qui, depuis des décennies, favorisent le capitalisme au détriment des peuples. Des lois qui sont largement soutenues par le gouvernement actuel, le parti socialiste et le MoDem. Souvenez-vous, ils étaient la main dans la main en 2005 à appeler à voter oui au référendum sur la Constitution européenne qui voulait faire du libéralisme la règle immuable.

Rappelez-vous, ce sont les mêmes qui ont, lors du Congrès de Versailles en 2008, ratifié le traité de Lisbonne balayant ainsi d'un revers de main le « NON » à la Constitution pour lequel s'étaient massivement prononcés les Français. Nos dirigeants européens feraient mieux d'élaborer un nouveau traité qui tienne compte de ce que souhaitent les peuples, plutôt que de s'acharner à détourner

leurs votes et à imposer coûte que coûte une Europe où la concurrence libre et non faussée régnera en maître avec son cortège de délocalisations et de licenciements.

Nous ne voulons pas de cette Europe-là où la concurrence entre les peuples est la règle de fonctionnement ! Nous voulons une Europe sociale et solidaire. Une Europe qui se développe avec et pour les peuples. L'homme doit être le centre des préoccupations, par la mise en commun des savoirs, des richesses et des cultures. C'est cet esprit qui anime le front de Gauche, avec cette volonté de s'unir pour le bien commun des populations.

L'Europe n'est pas un continent frappé par la pauvreté de ses moyens et de ses intelligences. Il y a matière pour avancer vers plus d'humanité sur notre vieux continent.

Si vous voulez que ça change et que ça bouge, levez-vous car il est temps d'aller voter.

L'abstention ce n'est pas la solution.

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22 -  
Fax 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - [particom@free.fr](mailto:particom@free.fr).

## ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

### ➔ Élections européennes

Ce mois de juin débute avec les élections européennes du 7 juin. En vous promenant dans la ville et dans l'agglomération, vous avez pu vous rendre compte de la participation financière de l'Europe dans l'amélioration de notre cadre de vie. L'Europe a également participé à la prise en charge de programmes ayant trait à la santé et à d'autres actions à destination des jeunes. Dunkerque est au centre de l'Europe et il est important que nous montrions par notre participation au vote que nous en sommes conscients.

Allons donc voter et choisissons des représentants capables de défendre nos valeurs en faveur d'une politique sociale plus juste et tournée vers nos jeunes, nos aînés et toute la population active.

## ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

### ➔ Que nous prépare le gouvernement ? La fin du sport amateur, la fin de la fonction publique territoriale ou le travail en arrêt maladie ? Les trois mon capitaine.

Le chef de l'État et son gouvernement ne parlent que de protection, de sécurité. Nous avons droit aux slogans comme « l'Europe qui protège », « Quand l'Europe veut, l'Europe peut ». La délinquance revient au premier plan de l'actualité. L'école, les banlieues, les milieux populaires, les jeunes... autant de notions qui deviennent de plus en plus inquiétantes, qu'il faut surveiller et dont il faut se méfier.

Mais qui sait que des coupes budgétaires drastiques sont prévues pour l'éducation populaire, le sport associatif et amateur ? Qu'il est prévu de supprimer bon nombre de directions départementales de la jeunesse et des sports, de confier le sport de haut niveau et l'organi-

sation des compétitions à des groupes privés comme Lagardère le grand ami du Président ? Et il ne s'agit que d'un exemple.

Qui sait que 87 députés de la majorité présidentielle ont déposé un projet de loi qui annonce la fin de la fonction publique territoriale et du statut de fonctionnaire ? Les collectivités locales ne recruteraient plus que des contractuels mettant fin au statut de fonctionnaire.

Qui peut croire un seul instant que Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP ait pu faire la proposition de faire travailler les salariés pendant leur arrêt de travail sans l'accord du « patron » ? Il s'agissait d'un coup d'essai.

Ce gouvernement doit être arrêté, il ne le sera que par la mobilisation des forces populaires. Le MRC appelle au rassemblement de toute la gauche afin de s'opposer au dépeçage qui s'opère sous nos yeux.

Pour contact : [www.claudenicolet.fr](http://www.claudenicolet.fr)

## ÉLUS LES ALTERNATIFS



### ➔ Une Université motivée et motivante

« Face aux urgences économiques, démocratiques, sociales et écologiques, construire des ruptures vers l'autogestion », tel sera le thème de l'Université d'été des Alternatifs qui se déroulera du 3 au 6 juillet 2009.

L'Université d'été ce sera :

- Des séances plénières à la Patinoire.
- De nombreux ateliers (féminisme, autogestion...) à l'Auberge de Jeunesse.
- Des soirées thématiques.
- Un débat sur les politiques de ruptures avec d'autres mouvements et organisations politiques.

Ce sera un rassemblement de 250 militants venus de toute la France convaincu(e)s plus que jamais que la transformation radicale de la société est possible et nécessaire et qu'elle implique rupture et projet. Pour en savoir plus sur cette Université, vous pouvez téléphoner au 06 28 62 46 02.

Pour tous autres contacts à propos des Alternatifs, vous pouvez appeler Cindy Bignardi : 06 32 65 24 26, René Delbarre : 03 61 38 83 26, Angéline Tancez : 03 28 58 23 51, Olivier Gambée : 06 46 13 10 52, ou écrire au 25 rue de la Paix à Dunkerque.

# Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

## ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

### Qui finance quoi ?

À l'approche des élections européennes, on voit fleurir, comme les pâquerettes au printemps, des panneaux indiquant, çà et là, ce que finance l'Europe. C'est très bien ! Mais quand allons-nous voir arriver les panneaux indiquant ce que finance l'État ?

Voilà, pour info, ce que l'on pourrait inscrire en grosses lettres, pour ne parler évidemment que des opérations les plus récentes (prises au CIACT de février 2009) : l'État sera cofinancier de la construction du Centre européen de loisirs et d'accueil sur le site Neptune. Il financera de nombreux travaux au port : carénage des portes des écluses Watier et de Gaulle ; réparation et remise en état de quais du port Est ; rénovation et mise aux normes de sécurité de voiries portuaires et rénovation de la voie ferrée des Huttes.

L'État rénovra encore l'établissement pénitentiaire de Dunkerque... Bien sûr, ceci ne comprend pas les opérations liées au logement. Le montant des subventions vous sera communiqué lors du numéro de septembre.

### Les retombées du plan de relance

Des mesures exceptionnelles ont été prises par le gouvernement dans le cadre du plan de relance pour aider les Français en général et les habitants du Nord en particulier. Un petit rappel s'impose !

- Prime de solidarité active : 200 euros pour 223 994 bénéficiaires.
  - Prime pour les familles modestes : 150 euros pour 147 580 bénéficiaires.
  - Augmentation du minimum vieillesse : + 6,9 % pour 11 040 bénéficiaires.
  - Revalorisation de l'allocation adulte handicapé : + 4,4 % pour 40 766 bénéficiaires.
  - Bons d'achat de 200 euros pour les services à la personne dans les familles ayant un enfant handicapé : 8 810 bénéficiaires.
- Et, à compter du 1<sup>er</sup> juillet, 150 000 personnes bénéficieront du Revenu de Solidarité Active. Le RSA sera mis en place pour permettre que les revenus du travail soient toujours supérieurs à ceux de l'assistanat. N'oublions pas d'ajouter une mesure qui touche 95 % des Français : l'exonération des droits de succession.

### La politique n'est pas un long fleuve tranquille

Notre président de la République a fort à faire avec les médias et les partis de gauche qui critiquent sans arrêt son action et celle de son gouvernement. Que ce soit les universités, la réforme des lycées, ses déplacements à l'étranger, le plan de relance, sa vie privée... tout y passe. Deux ans, ce n'est pas l'heure du bilan mais certains dressent leur bilan et se prennent à rêver. Ne nous fâchons pas ! La crise internationale qui nous touche devrait, au contraire, nous inciter à nous rassembler. Mais que voit-on ? Des grèves, des séquestrations, des manifestations, des blocages qui sèment le doute et on pourrait croire que le gouvernement et la majorité restent sourds aux attentes des Français. Personne n'est sourd et des signes encourageants nous démontrent que le pays va se relever ! La consommation des ménages résiste mieux qu'ailleurs (+ 1,1 % en mars), les créations d'entreprises se poursuivent de manière très nette avec 41 000 entreprises nouvelles en mars.

En termes de croissance, notre pays est moins dégradé que chez nos

voisins : - 2,5 % en France, - 5,8 % pour l'Allemagne, - 4,6 % pour l'Italie et 2,7 % pour les États-Unis. L'OCDE estime que les fondamentaux de l'économie française sont plus sains qu'ailleurs. Dès maintenant, nous devons préparer l'après-crise et nous rassembler. Depuis deux ans, la France a déjà beaucoup changé : l'effort de modernisation porte ses fruits. Notre pays est aujourd'hui mieux armé dans la compétition internationale.

### L'ami sincère

Dans le magazine d'avril 2009 (n° 64) de Saint-Pol-sur-Mer, nous trouvons (page 13) la localisation des quatorze défibrillateurs sur le plan de la ville.

Ne serait-il pas intéressant et très utile que Dunkerque suive cet exemple impulsé par notre voisin, grand ami de notre maire ?

*Ensemble pour Dunkerque : J. Gabant, D. Thienpoent, L. Wattre, P. Le Bœuf  
12, place du Palais de Justice - 59140 Dunkerque - Tél 06 08 61 85 23.*

## ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

### La chasse au Bayrou

Avec le printemps et les élections européennes, la chasse au Bayrou est ouverte. De tous côtés, le Landerneau politique s'agite, tous fusils braqués sur lui. Dati et Copé le traitent d'homme de droite qui veut faire une offre publique d'achat sur le PS, tandis que le PS, par la voix d'Aubry, l'accuse de tous les maux. Jusqu'à Dany Cohn-Bendit qui le traite de populiste. On serait flatté à moins. Pourquoi un tel vacarme ? Jalousies d'écrivains moins populaires que Bayrou avec Abus de Pouvoir ? Pas du tout. C'est que droite et gauche s'entendent contre le leader du MoDem pour tenter d'arrêter sa progression dans l'opinion publique. Que dit Bayrou ? D'abord que Sarkozy veut imposer en France un modèle économique et social à l'américaine, où le marché fait la loi, où les inégalités sont la règle, où les riches peuvent librement s'enrichir et les pauvres s'appauvrir. Précisément au moment où les Américains comprennent la faillite de ce système et demandent à Obama de le transformer. Sarkozy détruit la France et son modèle social. Sarkozy se trompe et nous entraîne vers l'abîme. Bayrou dit ensuite que la Gauche n'est plus en mesure de réformer le pays et de le moderniser, parce qu'elle a perdu toutes perspectives et n'a plus d'alliés pour diriger. L'Union de la Gauche est morte, seuls les socialistes l'ignorent. Bayrou dit enfin qu'il faut sortir de la cohabitation molle, qui fait que socialistes et UMP s'entendent pour que rien ne bouge, et pour conserver leurs parts respectives du pouvoir. Ici comme à Bruxelles. Le centriste Bayrou les dérange parce qu'il fait bouger les lignes, pour transformer ce pays au fond, le moderniser et surtout le sortir du désespoir dans lequel le plonge Sarkozy. Avec le MoDem, Bayrou donne de l'air à la vie politique, en France comme à Dunkerque ; il construit le changement dès aujourd'hui et prépare de nouvelles majorités pour demain. Les chasseurs s'essouffent, Bayrou court bien plus vite qu'eux.

*Édith Varet, Pierre Yana, conseillers municipaux MoDem.  
33 rue des Sœurs Blanches, Dunkerque, 06 10 26 26 05.*

## ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

### Maman, c'est quoi l'Europe ?

L'Europe est un continent où depuis des millénaires, des peuples, des nations ont vécu une communauté d'histoire, communauté marquée par des liens culturels, par la religion chrétienne. Construire l'Europe, c'est affirmer la communauté de destin et la volonté de puissance de notre continent.

L'Europe que les technocrates nous fabriquent :

- L'espace Schengen : certains états adhèrent, d'autres non. Résultat : une Europe passoire avec ses milliers de clandestins aux mains des passeurs négriers. Pauvres hères qui viennent échouer sur notre littoral.

- Les quotas : soit disant pour protéger les espèces, les pêcheurs français à l'amende. les Norvégiens pêchent autant qu'ils veulent : est-ce parce qu'ils sont le principal fournisseur de gaz de l'Europe ?

- La France, guichet social universel : ceux qui étaient partis faire fortune à la City, s'empressent, la crise aidant, de revenir en France toucher les assedics jusqu'à 6000 € par mois.

- Concurrence déloyale entre 27 pays avec peu de références communes : salaires, protection sociale, fiscalité. Résultat : les emplois délocalisés.

Alors mettez un bulletin dans l'urne pour éviter de devoir manifester un jour.

*Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque -  
<http://defidunkerquois@gmail.com>.*

## ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

### Défendre les services publics

Le gouvernement supprime chaque année des dizaines de milliers d'emplois dans les services publics.

Dans les hôpitaux, sous prétexte de déficits qu'il a lui-même organisés, il met en place des suppressions massives d'emplois d'infirmières et d'aides-soignants. La loi Bachelot veut soumettre l'hôpital public à la rentabilité financière et à la concurrence des cliniques privées. Comme le disent des chefs de service, « les premières victimes en seront les patients et les soignants ».

Face aux actes de violence à l'école, le ministre Darcos ne revient nullement sur les suppressions de postes d'enseignants, d'agents techniques et de surveillants, qui les favorisent. Il veut instituer les fouilles et l'installation de détecteurs de métaux. Réponse odieuse et dérisoire !

Dans les universités, les grèves depuis des semaines montrent l'hostilité de la majorité des enseignants et des étudiants à la loi régressive de Péresse.

Il faut arrêter les subventions aux banques et aux entreprises privées et affecter l'argent public aux services publics, pour créer tous les emplois nécessaires au lieu de les supprimer.

Il faudra une mobilisation générale dans la grève pour faire reculer le gouvernement.

*Pour contacter Jacques Volant : 06 13 56 19 78.*

## Permanences des adjoints

sur rendez-vous

### ◆ Hôtel de ville

- **Alain Vanwaefelghem** (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.
- **Gracienne Damman** (Relations internationales) : 03 28 26 26 03.
- **François Liber** (Santé, prévention) : 03 28 26 26 05.
- **Joëlle Crockey** (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.
- **Marianne Nouveau** (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 46.
- **Vincent Leignel** (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.
- **Marie-Noëlle Loger** (Animation, Fêtes) : 03 28 26 27 21.
- **Patrice Vergriete** (Sports) : 03 28 26 25 19.
- **Zoë Carré** (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.
- **Claude Nicolet** (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.
- **Anne-Marie Dubreucq** (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.
- **Daniel Lemang** (Démocratie locale, débat de société, rapporteur du budget) : 03 28 62 70 28.

### ◆ Maison de l'Armateur

- 03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.
- **Marcel Lefèvre** (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).
- **Wulfran Despicht** (Logement, habitat, hygiène et salubrité, soutien aux associations à caractère social et humanitaire).
- **Salim Draï** (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).
- **Marie Fabre** (Insertion).
- **Philippe Waghemacker** (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).
- **Jeanne Becquet** (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).
- **Claudine Ducellier** (Déplacements urbains).
- **Jo Dairin** (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).
- **Karima Mahroug** (Cultures urbaines).
- **Bernard Dormaël** (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).
- **Louardi Boughedada** (Politique de la ville et rénovation urbaine).

### ◆ CCAS

- **Fabrice Baert** (Animation des personnes âgées) : 03 28 58 93 87.